

Le Pakistan peine à sortir la tête de l'eau

RECONSTRUCTION Les séquelles des inondations d'août 2022 sont toujours visibles. Encore aujourd'hui, le pays reste submergé politiquement et économiquement, abandonné par ses soutiens historiques occidentaux

ANNE BARRAT, GULL HASSAN TARANI ET LEMON LAGHARI (PROVINCE DU SIND)
@AnneBarrat

«Nous n'avions qu'une idée en tête: sauver notre peau. Nous avons été surpris par les bruits dans la nuit, des gens criaient parce que l'eau entraînait chez eux. Nous n'avons pas eu le temps de prendre des affaires ni de nous occuper des chèvres. C'était chacun pour soi, nageant dans la boue jusqu'au cou. Je n'avais jamais vu ça de toute ma vie», raconte Baghary, une Hindoue aux yeux bleus, nostalgiques, dont nous apprenons après bien des palabres qu'elle aurait 75 ans. Ses deux fils, sa fille et ses 20 petits-enfants sont revenus vivants des camps où ils sont allés se réfugier après le cataclysme qui a balayé leur village en août dernier. Cinq de leurs chèvres sont mortes. Une cinquantaine de maisons de la communauté de 600 âmes qui vit de la vente de poteries peintes à la main, vendues entre 30 et 100 roupies pièce (entre 10 à 30 centimes), ont été détruites.

Cette scène a lieu à Gull Hassan Tarani, un village du district de Mirdpur Khas, à 200 km au nord-est de Karachi, le principal port du Pakistan. Karachi est également la capitale de la province du Sind, située au sud-est du pays, traditionnellement la plus exposée aux débordements de l'Indus. Ceux-ci se sont amplifiés à plusieurs reprises depuis 2010, pour donner naissance à des catastrophes d'une amplitude différente des moussons annuelles auxquelles sont habituées les populations. En cause, la hausse des températures qui, non seulement accélère la fonte des glaciers dans l'Himalaya, dont les eaux se jettent notamment dans l'Indus, mais allonge également la durée de la saison des pluies.

«Quand nous sommes rentrés, il y avait environ 2 mètres d'eau stagnante (dans les maisons). Il n'y avait pas de nourriture ni de bois pour faire la cuisine. Nous avons fini par vivre sur la grand-route, sans électricité, en attendant... Ils ont patienté jusqu'à ce que l'eau soit pompée, ce qui a pris beaucoup trop de temps», déplore Asad Salim, responsable des programmes d'Helvetas au Pakistan: «Tout le matériel disponible a été mobilisé en premier lieu pour Karachi. Le reste de la province a été traité en seconde instance. Pourtant, l'urgence était au moins aussi grande.»

Helvetas est l'une des dernières organisations indépendantes étrangères encore actives au Pakistan, nous précise Asad Salim. De nombreuses organisations non gouvernementales

ont quitté au cours de la dernière décennie face à la recrudescence de l'insécurité et du terrorisme taliban. Helvetas, avec qui nous effectuons ce reportage, intervient au Pakistan indépendamment de la DDC, qui a quitté le pays en 2020 après cinquante années de présence et près de 700 millions de francs investis dans des projets.

Huit millions de déplacés

Cet exemple n'est pas isolé. De nombreux villages de la province ont eu le triste privilège d'être aux premières loges des inondations qui ont submergé, fin août 2022, un tiers du pays de 231,4 millions d'habitants (le cinquième pays le plus peuplé du monde) et de 796 095 km². Difficile à visualiser: six fois et demie le territoire helvétique inondé. Le bilan n'est pas surprenant: plus de 1739 morts, 12 800 blessés, 7,9 millions de personnes déplacées, dont 600 000 abritées pendant trois à quatre mois dans des campements d'urgence.

Lemon Laghari, le second village que nous visitons avec les chefs de projet d'Helvetas, offre le même spectacle: le désespoir est au coude à coude avec l'élan de vie. «Nous n'avons plus rien, nous confie Aneela Khaskali, une jeune brodeuse de 26 ans, enceinte de son troisième enfant. Avant, nos fils mangeaient normalement, ils avaient des jouets, ils allaient à l'école. Aujourd'hui, tout est différent.»

L'école, un privilège réservé aux garçons: elle est située à plusieurs kilomètres du village, ils s'y rendent en bande à pied. Il est trop dangereux pour les filles de parcourir le chemin, semé d'embûches – au «mieux» des menaces, au pire des agressions. Lesquelles ne sont pas punies, ou si peu, regrette la représentante d'Helvetas, Samira Qazi: «Si les coupables échappent de quelques jours de garde à vue, c'est le bout du monde.»

Les jeunes femmes réunies sous une tente de fortune se plaignent de leur condition: «Je voulais devenir médecin», se lamente l'une. «Mon rêve était d'écrire des pièces de théâtre», déclare fièrement une autre. Elle sort de sa timidité pour nous regarder droit dans les yeux et conclure: «Vous avez de la chance, vous êtes libres, vous pouvez choisir ce que vous deviez, avoir un téléphone (un luxe réservé aux hommes dans ces communautés).»

A la question: «Qu'est-ce que ce désastre a changé pour vous?», Aneela Khaskali répond, un triste sourire sur un visage aux traits parfaits: «Nous nous sommes organisées, nous avons compris la valeur de notre travail. Il

Ci-dessus: les maisons des villages de la région du Sind, faites d'argile cimentée par de la boue, ne sont pas aptes à résister aux catastrophes naturelles, en nette hausse en raison du réchauffement.

Ci-contre: avant les inondations, cette habitante du village de Lemon Laghari rêvait d'écrire un jour des pièces de théâtre. (TAHIR SALEEM/INSEARCH)

n'est plus un passe-temps. Nous travaillons plus et mieux pour gagner davantage. Nous voulons être connectés au marché, comprendre comment il fonctionne. Les inondations ont changé notre vie, nous avons appris que nous devons compter sur nous-mêmes.» La fin d'une insouciance toute relative pour les femmes de ce village musulman, qui ont tiré une leçon majeure de cette catastrophe dont toutes disent qu'elle était inédite: leur avenir ne doit pas ressembler à leur passé.

«Seules les ONG sont encore là»

Comment l'éviter? Les conditions pour sécuriser la région ne sont pas remplies, en raison notamment d'un manque de ressources et de savoir-faire. «Tout l'argent à la disposition du Département des catastrophes naturelles, mis en place après les premières inondations de 2010, a été mobilisé pour répondre aux premières urgences. Il n'est resté pour reconstruire», souligne Zahid Zia, le chef de mis-

sion des projets d'Helvetas dans le Sind. «Seules les ONG sont encore là pour aider les populations à construire des maisons qui puissent résister à de nouvelles inondations, mais c'est une goutte d'eau dans la mer. D'autant

«Si vous n'intervenez pas, ils referont à l'identique. Ils doivent apprendre à bâtir des foyers durables et résistants»

MASOOD A. MAHESAR, FONDATION RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (RDF)

plus, note Asad Salim, que beaucoup d'entre elles sont parties.»

Depuis le retrait des États-Unis d'Afghanistan en 2021, la province occidentale du Pakistan, le Khyber Pakhtunkhwa (KP), dont la capitale est Peshawar, a été le théâtre d'activités des talibans, soutenues par la branche pakistanaise (Tehreek-e-Taliban Pakistan ou TTP) de ce mouvement de fondamentalistes islamistes, qui ont fait fuir les organisations internationales.

Helvetas a levé 650 000 francs, dont 500 000 auprès de la Chaîne du Bonheur, pour financer la construction de 150 maisons dans quatre villages, ainsi que l'approvisionnement en eau potable dans ceux-ci et dans les écoles.

«Si vous n'intervenez pas, ils referont à l'identique. Ils doivent apprendre à bâtir des foyers durables et résistants»

MASOOD A. MAHESAR, FONDATION RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (RDF)

«Le problème, souligne Masood A. Mahesar, directeur général de la Fondation Recherche et Développement (RDF), qui travaille main dans la main avec Helvetas, c'est que les villageois ont tendance à vouloir reconstruire ce qu'ils avaient avant la catastrophe. Il est essentiel de responsabiliser les communautés, de les former pour qu'elles comprennent ce qui leur arrive et qu'elles s'adaptent aux changements, climatiques notamment.»

Son regard se porte sur les tentes données par les autorités locales pour loger les familles qui ont retrouvé en janvier 2023 un terrain vague là où était leur maison, faite d'argile cimentée par de la boue. «Si vous n'intervenez pas, ils referont à l'identique.» Il montre une maisonnette toute neuve, où une bâche plastique est encore visible sous un magma de boue. «Ils doivent apprendre à changer leur façon de faire tout en respectant leurs habitudes.»

Dans ce village hindou, la plupart des hommes travaillent pour un fermier dans des champs qui alternent culture du blé et du coton – qui rapporte beaucoup plus. L'agriculteur partage la moitié des bénéfices de la récolte du coton avec ses employés; le blé est utilisé pour la consommation locale. Ce modèle est marginal dans un pays où les terres agricoles sont détenues par une poignée de riches familles, et où la concentration des richesses est extrême. La famille Bhutto, ori-

ginaire de Larkana, au nord de la province du Sind, et créatrice du Parti du peuple pakistanais (PPP), en fait partie.

Une minorité des hommes du village travaillent comme maçons ou dans d'autres métiers du bâtiment. Ils marchent plusieurs heures quotidiennement pour gagner 600 roupies. L'un d'eux témoigne, assis sous la tente qui sert d'abri à sa femme et ses quatre enfants: «Nous avons parcouru pendant des semaines 3 kilomètres pour rapporter de l'eau potable. L'eau était partout autour de nous, mais nous n'avions ni de quoi boire ni de quoi nous laver.»

Les défaillances gouvernementales

Dernier défi de taille pointé par Helvetas: mettre en place un système d'alerte digne de ce nom. Avant que l'Indus ne se déverse sur le Sind et, dans une moindre mesure, sur le Balouchistan situé à l'ouest de Karachi, il s'est passé des semaines. Dès le mois de mai 2022, marqué par une vague de chaleur

précipitations ont commencé dès le mois de juin, se sont intensifiées en juillet pour atteindre des valeurs extrêmes en août 2022, avec 192,7 mm contre un niveau normal de 56,2 mm. Elles étaient 3,43 fois supérieures au niveau moyen national, 6,9 fois le niveau moyen au Balouchistan et près de 8,3 fois le niveau moyen au Sind, selon le département météorologique du Pakistan. Ce qui en fait le mois d'août le plus humide depuis le début des relevés en 1961: pourtant, aucune mesure extraordinaire n'a été prise.

«Comment est-il possible, s'interroge Asad Salim, le professionnel du développement, que treize ans après la première catastrophe, qui a causé 1985 morts, touché plus de 20 millions de personnes, détruit plus d'un million et demi de maisons et coûté au pays 10 milliards de dollars, rien n'ait vraiment changé? Que le Pakistan soit toujours aussi démuné pour faire face à des conséquences du dérèglement climatique impré-

visibles mais dont nous savons qu'elles peuvent arriver à tout moment? Car, s'inquiète-t-il, si des inondations d'une ampleur comparable à celle de l'année dernière devaient se produire en 2023, rien ou presque ne serait différent.»

Pour changer les choses, il faudrait commencer par simplifier la gouvernance du système de prévention et de gestion des risques de catastrophes naturelles. «Il y a beaucoup trop d'acteurs en charge, désapprouve Zahid Zia, d'Helvetas: les niveaux national et provincial, des districts, ne se parlent pas, ne se coordonnent pas. Il ne devrait y avoir qu'un interlocuteur, un décideur unique. Cela rendrait la réponse beaucoup plus rapide. Il faut revoir l'ensemble des structures administratives. Imaginez que pour recevoir une autorisation de remplacer les tentes par des maisons en dur, quatre mois sont nécessaires. Pendant ce temps, les familles vivent amassées dans une seule pièce, à la merci des vents. Reconstruire 50 maisons prend moins d'un mois et demi.»

Moins d'administration, et plus d'argent. Le patron du fonds national pour la gestion du risque de catastrophe, Bilal Anwar, est catégorique: «Ce n'est pas la volonté d'agir qui manque, mais les ressources pour mener à bien des projets de long terme. Toute la dotation que nous avions reçue à la création du fonds en 2016, c'est-à-dire 543 millions de dollars, a été utilisée pour des aides de première urgence en 2022. Nous avons soutenu plus de 14 millions de foyers. Aujourd'hui, nous cherchons des fonds pour construire des petits barrages, beaucoup plus efficaces que les gros, ainsi que pour déployer un système d'alerte intelligent. Notre plus grand défi? Rétablir la confiance: nos partenaires historiques, la Norvège, les Pays-Bas, l'Allemagne... ont quitté le pays». La Suisse a maintenu sa présence, qui remonte à 1982, à travers Helvetas, mais la Direction du développement et de la coopération (DDC) dont les projets ont pris fin en 2021, n'a pas relancé de programmes à ce jour. ■

PERSPECTIVES

«La Chine est notre seule option»

L'économiste Hafiz Pasha, qui assista l'ancien secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, avant de devenir ministre fédéral des Finances, doute de la capacité de son pays à faire revenir les bailleurs internationaux, publics comme privés. «Le pays n'en finit pas d'être en proie au chaos politique. Les partis donnent une image d'hommes et de femmes corrompus, sans vision. Il y a eu cinq ministres des Finances en cinq ans», se désole-t-il. Imran Khan, ancienne gloire nationale du cricket, est-il une alternative au PPP crédible, avec sa promesse de suivre un agenda économique libéral, s'il remportait les élections à l'automne? Le KP? Non, balaise Hafiz Pasha, pour qui il «retourne sa veste en permanence».

«Nous n'avons plus d'autre solution que d'accepter l'aide de la Chine. En vingt ans, le Pakistan s'est tourné vers le FMI plus de fois qu'aucune autre nation. Un triste record qui nous a menés à la situation de défaut de paiement imminent dans laquelle nous sommes. Je ne serais pas surpris que le Pakistan impulse dans les prochaines semaines, ou mois», prévient-il avant de conclure, des larmes dans la voix: «Dans mon pays, des enfants meurent pour quelques grains de riz. Il fait référence aux huit morts qu'avait provoqués début avril une distribution de sacs de riz par des privés à Karachi. Reste à espérer que les engagements qu'a pris la communauté internationale réunie sous la houlette des Nations unies à Genève le 9 janvier 2023 seront tenus. Ils portent sur plus de 9 milliards de dollars. «Ces promesses sont bien en deçà de la dette des acteurs internationaux, États et entreprises privés vis-à-vis du Pakistan et de pays victimes du réchauffement climatique», conclut Arjumand Nizami, représentante de la délégation nationale à la COP 27. ■ A. BA.



Ci-dessus: ces jeunes brodeuses ont tiré une leçon majeure de la catastrophe, en comprenant la valeur de leur travail, qu'elles voyaient plutôt comme un passe-temps auparavant.

Ci-contre: des instantanés du quotidien dans les villages en reconstruction. (TAHIR SALEEM/INSEARCH)